

Constitution

DE LA

RÉPUBLIQUE ET CANTON

DU VALAIS,

Du 14 septembre 1844.



SION,

IMPRIMERIE D'ETIENNE GANIOZ.

PA

3447

PA 3447



Bibl. cant. VS Kantonsbibl.



1010072527

PA 3447

CONSTITUTION

DE LA

RÉPUBLIQUE ET CANTON DU VALAIS,

DU 14 SEPTEMBRE 1844.

Au nom de Dieu Tout-Puissant.

TITRE PREMIER.

Principes, dispositions générales.

ARTICLE PREMIER.

La république du Valais forme un État souverain, incorporé comme canton à la confédération suisse.

La souveraineté réside dans la totalité des citoyens valaisans.

La forme du gouvernement est celle de la démocratie représentative.

1137 874
1

PA 3492

ART. 2. La religion catholique, apostolique et romaine est la religion de l'état; elle seule y a un culte : la loi lui assure son appui.

ART. 3. Les droits du clergé séculier et régulier sont maintenus et garantis.

Est de même garanti le maintien des chapitres et des corporations religieuses existantes.

Cette dernière disposition n'est pas applicable à celles de ces corporations qui n'existent qu'en vertu de conventions conclues avec des communes.

ART. 4. La liberté individuelle est garantie. Nul ne peut être poursuivi ou arrêté que dans les cas prévus par la loi, et selon les formes qu'elle prescrit.

ART. 5. Nul ne peut être distrait de ses juges naturels.

ART. 6. Le domicile est inviolable. Aucune visite domiciliaire ne peut avoir lieu, si ce n'est dans les cas prévus par la loi, et dans les formes qu'elle détermine.

ART. 7. La propriété est inviolable. Il ne peut être dérogé à ce principe que pour cause d'utilité publique, et moyennant une juste et préalable indemnité.

ART. 8. Chacun a le droit d'adresser des pétitions au grand conseil et aux autres autorités constituées.

ART. 9. Aucun bien-fonds ne peut être grevé d'une redevance perpétuelle et irrachetable.

ART. 10. Tout valaisan est appelé à la défense de la patrie : la loi règle le service militaire et en répartit les charges entre tous d'une manière équitable.

ART. 11. L'État supporte les frais de l'instruction publique dans les collèges de Sion, de St-Maurice et de Brigue.

L'enseignement dans ces trois collèges ne peut être confié qu'à des personnes vouées à l'état ecclésiastique.

ART. 12. L'enseignement public sera approprié aux besoins du peuple.

ART. 13. La langue française et la langue allemande sont déclarées nationales.

TITRE II.

Division du canton.

ART. 14. Le canton est divisé en dixains. Les dixains sont composés de communes.

Un décret du grand conseil fixe le nombre et la circonscription des dixains et des communes, et désigne les chefs-lieux.

ART. 15. Sion est le chef-lieu du canton. Le grand conseil, le conseil d'état, le tribunal d'appel du canton et le tribunal central y tiennent leurs séances.

Ces corps peuvent toutefois les transférer ailleurs, si des circonstances graves l'exigent.

TITRE III.

État politique des citoyens.

ART. 16. Sont citoyens valaisans :

- 1° Les bourgeois ou communiers d'une bourgeoisie ou d'une commune du canton.
- 2° Ceux qui ont acquis la naturalisation.

ART. 17. Nul ne peut être reçu bourgeois ou communier avant d'avoir été naturalisé valaisan.

ART. 18. Les habitants perpétuels sont valaisans.

TITRE IV.

Pouvoirs publics.

ART. 19. Les pouvoirs publics sont :

- Le pouvoir législatif;
- Le pouvoir exécutif et administratif;
- Le pouvoir judiciaire ;
- Le pouvoir dixainal ;
- Le pouvoir communal.

CHAPITRE PREMIER.

Pouvoir législatif.

ART. 20. Le pouvoir législatif est exercé par un grand-conseil.

Chaque dixain y envoie un député sur mille âmes de population ; la fraction de cinq cents un et au dessus compte pour mille.

Les Valaisans et les citoyens suisses domiciliés depuis six ans dans le canton sont seuls inscrits dans les rôles dressés pour servir de base à la représentation.

ART. 21. Le R^{me} évêque de Sion est de droit membre du grand conseil.

ART. 22. Le vénérable clergé a deux représentans au grand conseil : l'un pour les dixains de Sion , Sierre, Loèche, Rarogne, Viège, Brigue et Conches; l'autre, pour les dixains d'Hérens, Conthey, Martigny, Entremont, St.-Maurice et Monthey.

Ces deux députés et leurs suppléans sont nommés par le clergé de la partie du canton qu'ils doivent représenter.

ART. 23. Les députés doivent voter, pour le bien général, d'après leur conviction. Ils ne peuvent être liés par des instructions.

ART. 24. Les délibérations du grand conseil se prennent à la majorité absolue.

Il ne peut délibérer qu'autant que les députés présents forment la majorité absolue de la totalité de ses membres.

ART. 25. Le grand conseil s'assemble de plein droit , en session ordinaire , le troisième lundi de mai , et le troisième lundi de novembre.

Il se réunit en session extraordinaire , lorsqu'il est convoqué par le conseil d'état.

ART. 26. Sauf les cas extraordinaires , d'une gravité majeure , chaque session ordinaire est de quinze jours au plus , les jours de dimanche et de fête non compris.

ART. 27. Les séances du grand conseil sont publiques.

Il se forme en comité secret lorsque les circonstances l'exigent.

ART. 28. Le grand conseil nomme dans son sein et pour toute la législature son président , deux vice-présidents , deux scrutateurs et deux secrétaires , dont l'un pour la langue française , et l'autre pour la langue allemande.

ART. 29. Le grand conseil nomme dans son sein , ou en dehors , les membres du conseil d'état , du tribunal d'appel du canton et du tribunal central. Il choisit parmi eux le président et le vice-président de chacun de ces corps.

Le président du conseil d'état n'est pas immédiatement rééligible à cette fonction.

ART. 30. Deux conseillers d'état seront nommés dans les dixains de Conches, Brigue, Viège, Rarogne, Loèche et Sierre;

Deux seront choisis dans les dixains de Martigny, Entremont, St-Maurice et Monthey; et un, dans ceux de Sion, Hérens et Conthey.

Il ne peut y avoir deux conseillers d'état domiciliés dans le même dixain.

ART. 31. La députation à la diète se compose de deux députés. Le grand conseil les nomme à chaque session de mai et se fait rendre compte de leur mission.

Il nomme aussi les officiers d'un grade supérieur à celui de capitaine.

ART. 32. Le même dixain ne peut avoir plus d'un membre dans le tribunal d'appel du canton.

Cette disposition n'est pas applicable aux suppléants.

ART. 33. Le grand conseil a les attributions suivantes :

- 1° Il vérifie les pouvoirs de ses membres, et prononce sur la validité de leur élection;
- 2° Il accepte, amende ou rejette les projets de loi ou de décret;
- 3° Il dispose de la force armée;
- 4° Il accorde la naturalisation;

- 5° Il exerce le droit d'amnistie, le droit de grâce, et commue les peines ;
- 6° Il examine la gestion du conseil d'état ;
- 7° Il fixe le budget de l'état, en examine et arrête les comptes ;
Ces comptes sont rendus publics.
- 8° Il fixe le traitement des fonctionnaires publics et la somme nécessaire pour les employés du conseil d'état ;
- 9° Il a le droit de battre monnaie et de tarifer les espèces ;
- 10° Il autorise l'acquisition d'immeubles, l'aliénation ou l'hypothèque des propriétés nationales, et les emprunts pour le compte de l'état ;
- 11° Il fait les concessions de mines et autorise leur transfert ;
- 12° Il émet le vote de l'état dans les affaires fédérales et donne les instructions aux députés à la diète ;
- 13° Il conclut les traités avec les cantons et avec les états étrangers sur les objets qui ne sont pas du ressort de la diète fédérale ;
- 14° Il pourvoit aux dignités et aux bénéfices ecclésiastiques dont la nomination appartenait à l'ancienne diète ;

15° Il exerce la souveraineté en tout ce que la constitution n'attribue pas expressément à une autre autorité.

ART. 34. Le grand conseil peut inviter le conseil d'état à lui présenter un projet de loi ou de décret. Le conseil d'état est tenu de présenter le projet demandé dans l'une des deux premières sessions ordinaires qui suivent cette invitation.

Si le grand conseil en déclare l'urgence, le conseil d'état doit le présenter dans la même session.

ART. 35. Les projets de loi doivent être soumis à un second débat, qui aura lieu à la prochaine session ordinaire.

Si l'urgence de la loi est déclarée, le second débat est ouvert dans la même session.

CHAPITRE II.

Pouvoir exécutif et administratif.

ART. 36. Le pouvoir exécutif et administratif est confié à un conseil d'état, composé de cinq membres.

ART. 37. Le conseil d'état a les attributions suivantes :

1° Il présente les projets de loi ou de décret, et propose les instructions pour les députés à la diète;

- 2° Il est chargé de la promulgation et de l'exécution des lois et des décrets, et prend à cet effet les arrêtés nécessaires ;
- 3° Il pourvoit à toutes les parties de l'administration et au maintien de l'ordre public ;
- 4° En cas de danger extérieur , ou s'il s'agit du maintien de l'ordre dans l'intérieur, il peut, en l'absence du grand conseil , disposer de la force armée ; mais il doit immédiatement informer les membres du grand conseil et les présidents de dixain des mesures qu'il aura prises , et , si les circonstances l'exigent , il convoquera le grand conseil ;
- 5° Il entretient la correspondance avec les autorités fédérales, avec les cantons et avec les états étrangers ;
- 6° Il convoque le grand conseil en session extraordinaire , quand il le juge nécessaire , ou sur la demande, écrite et motivée , de vingt députés ;
- 7° Il nomme les fonctionnaires, les employés et les agens , dont la constitution ou la loi n'attribue pas la nomination à une autre autorité et il peut les révoquer ;
- 8° Il surveille les autorités inférieures et donne des

directions sur toutes les parties de l'administration ;

9^o Il peut suspendre les autorités administratives qui refuseraient d'exécuter ses ordres. Il doit toutefois en référer au grand conseil à sa prochaine session ;

10^o Il peut ordonner et faire opérer des arrestations préventives. Dans ce cas la personne arrêtée devra être élargie ou remise à son juge naturel au plus tard dans les trois jours qui suivront l'arrestation.

ART. 38. Le conseil d'état rend annuellement compte de sa gestion.

Il peut requérir de toutes les autorités les renseignements dont il a besoin pour son rapport.

Il se retire lorsque le grand conseil examine sa gestion et ses comptes.

ART. 39. Le conseil d'état est responsable de sa gestion. La loi règle tout ce qui concerne cette responsabilité.

ART. 40. Les conseillers d'état ne peuvent être membres du grand conseil. Ils prennent part à ses discussions, mais il n'y ont pas voix délibérative.

ART. 41. Le conseil d'état est juge du contentieux de

l'administration jusqu'à ce que la loi y ait autrement pourvu.

Il doit, à peine de dommages-intérêts, prononcer dans quinze jours, dès l'appointement à jugement, pour les affaires électorales, et dans trente jours pour les autres questions au contentieux.

ART. 42. Pour l'expédition des affaires, le conseil d'état se divise en départemens.

Un règlement en fixe le nombre et en précise les attributions.

CHAPITRE III.

Pouvoir judiciaire.

ART. 43. Le pouvoir judiciaire est indépendant.

ART. 44. Chaque commune peut avoir un juge de première instance, sous le nom de châtelain, devant lequel sont portées toutes les causes civiles et qui prononce en dernier ressort jusqu'à la concurrence d'une valeur déterminée par la loi.

Ce juge a un substitut sous le nom de vice-châtelain.

Il y a, dans chaque dixain un tribunal d'appel au civil, un tribunal au correctionnel et au criminel. Le dixain de Rarogne peut en avoir deux, l'un pour la partie orientale et l'autre pour la partie occidentale.

Il y a pour le canton un tribunal central qui connaît des délits de presse et des délits politiques ou se rattachant à la politique, et un tribunal d'appel composé de onze membres avec cinq suppléans.

ART. 45. L'organisation et la compétence actuelles des tribunaux civils de commune et de dixain sont maintenues jusqu'à ce que la loi ait fixé la valeur pour laquelle l'appel est admis.

ART. 46. Les tribunaux en matière pénale, leur organisation et leur compétence actuelles sont maintenues jusqu'à ce que la loi y ait autrement pourvu.

CHAPITRE IV.

Pouvoir dixainal.

ART. 47. Il y a, dans chaque dixain, un conseil qui règle les affaires du dixain, répartit les charges entre les communes, et fait les nominations qui lui sont attribuées.

ART. 48. Le conseil du dixain est composé des députés des communes en nombre proportionné à leur population.

ART. 49. Le conseil du dixain élit son chef dans son sein ou en dehors, sous le nom de président du dixain.

Il nomme aussi son vice-président, deux suppléans et un secrétaire.

Le président du dixain vote comme chef du corps.

ART. 50. Le président du dixain correspond avec le conseil d'état, et lui est subordonné pour tout ce qui concerne l'administration du dixain.

La loi détermine ses autres fonctions.

CHAPITRE V.

Pouvoir communal.

ART. 51. Il y a, dans chaque commune :

1° Une assemblée primaire ;

2° Un conseil général ;

3° Un conseil communal.

Dans les communes qui comptent cinq cents votans et plus, et où la population n'est pas agglomérée, l'assemblée primaire et le conseil général peuvent voter par sections.

ART. 52. L'assemblée primaire se compose :

1° Des bourgeois ou communiers.

2° Des citoyens valaisans, domiciliés dans la commune depuis un an.

Néanmoins les individus qui se feront naturaliser à l'avenir, ne pourront exercer leurs droits politiques qu'après avoir acquis un droit de communauté ou de bourgeoisie.

Les domestiques conservent leur domicile d'origine.

ART. 53. L'assemblée primaire exerce le référendum et fait les nominations qui lui sont attribuées.

ART. 54. Le conseil général se compose exclusivement des bourgeois ou communiens.

Il délibère sur l'aliénation ou l'hypothèque des biens communs, sur la réception des bourgeois ou communiens, sur les procès où la commune est appelante et sur le règlement concernant la jouissance des communaux.

Il nomme les membres du conseil communal et fait les autres nominations qui lui sont attribuées.

Il prend annuellement connaissance des comptes et de la gestion du conseil communal.

Ces comptes sont rendus publics.

ART. 55. Le conseil communal se compose de trois membres au moins et de quinze au plus. Toutefois les communes qui comptent deux mille âmes de population peuvent en porter le nombre à vingt et un.

Ce conseil fait les réglemens de police locale, en surveille l'exécution sous la direction du pouvoir exécutif, administre les biens communs et les caisses publiques, arrête les dépenses, répartit les charges, et propose au conseil général le règlement sur la jouissance des communaux.

L'organisation et les autres attributions de ce conseil sont déterminées par la loi.

Le conseil d'état doit intervenir dans l'administration des communes toutes les fois qu'il y a réclamation de la part d'un ou de plusieurs intéressés.

TITRE V.

Mode d'élection, conditions d'éligibilité, durée des fonctions publiques.

ART. 56. Aucune candidature n'est admise pour les nominations aux fonctions civiles.

ART. 57. Les députés de chaque dixain au grand conseil sont élus par un collège électoral.

Le collège électoral se compose des électeurs nommés par l'assemblée primaire de chaque commune, à raison d'un électeur sur cent âmes de population. La fraction de cinquante-un et au dessus est comptée pour cent.

Chaque commune quelle que soit sa population a droit au moins à un électeur.

Le grand conseil peut autoriser la formation de deux collèges électoraux dans le même dixain.

ART. 58. Le grand- châtelain, le vice-grand-châtelain et les membres du tribunal du dixain sont nommés par le collège électoral.

ART. 59. Les châtelains et les vice-châtelains sont nommés par les assemblées primaires.

ART. 60. Les députés au conseil de dixain sont élus par le conseil général.

ART. 61. La durée des fonctions publiques est fixée à deux-ans , sauf ce qui est dit au §. 7 de l'article 37.

Cette disposition ne préjuge pas l'organisation des conseils communaux qui est réservée à la loi.

Le conseil d'état est renouvelé partiellement.

A dater de 1845, deux membres de ce corps seront élus les années paires, et trois, les années impaires.

ART. 62. Ne peuvent voter, ni être élus :

- 1° Ceux qui sont habituellement à la charge du public, ou des établissemens de bienfaisance ;
- 2° Ceux dont l'insolvabilité est constatée par jugement ou par acte de carence, à moins que cet état d'insolvabilité n'ait cessé ou ne provienne de force majeure ou de dettes héréditaires ;
- 3° Les interdits, les aliénés et ceux dont l'état d'imbécillité est notoire ;
- 4° Ceux qui sont sous le poids d'un jugement portant infamie , ou qui ont été condamnés pour crime de vol ou de faux.
- 5° Ceux qui, ayant le moyen d'acquitter la part virile des dettes de leurs ascendans , en auraient répudié la succession.

La loi peut déterminer d'autres motifs d'exclusion, à titre de peine.

ART. 63. Le fonctionnaire qui tombe dans un des cas prévus à l'article 62, est par le fait déchu de ses fonctions.

ART. 64. Le citoyen décrété de prise de corps, pour indice grave de crime, est suspendu de ses fonctions publiques et de l'exercice de ses droits politiques jusqu'à jugement ou jusqu'à décision de non-lieu.

ART. 65. Le service étranger, civil ou militaire, est incompatible avec les fonctions publiques.

ART. 66. Nul ne peut voter dans deux communes.

ART. 67. Le citoyen valaisan ne peut exercer ses droits politiques avant l'âge de vingt ans révolus.

ART. 68. Pour être éligible à une fonction publique, il faut être habile à voter dans les assemblées primaires, et être âgé de vingt trois ans accomplis, sauf pour les fonctions de conseiller d'état, de membre du tribunal d'appel du canton et du tribunal central pour lesquels il faut être âgé de trente ans révolus.

ART. 69. Ne peuvent siéger en même temps au conseil d'état ou dans un tribunal :

- 1^o Père et fils ;
- 2^o Beau-père et gendre ou beau-fils ;
- 3^o Frères et frères consanguins ou utérins ;
- 4^o Beaux-frères ;
- 5^o Oncle et neveu.

ART. 70. Les fonctions civiles et les fonctions ecclésiastiques sont incompatibles, sauf ce qui est réglé aux articles 21 et 22.

La loi statue sur les autres incompatibilités.

TITRE VI.

Dispositions additionnelles, mode de révision.

ART. 71. Les lois, les capitulations militaires et les décrets de finance et de naturalisation seront référés aux assemblées primaires et ne seront exécutoires qu'après avoir été adoptés par la majorité des citoyens qui auront pris part à la votation.

Une loi règle le mode de votation et fixe l'époque de la mise à exécution des lois et des décrets.

ART. 72. Dans le cas de non acceptation d'un décret de finances, celui qui existe est maintenu jusqu'à ce qu'un autre l'ait remplacé.

ART. 73. Les affaires qui intéressent le Valais comme canton suisse, et qui dérivent des rapports ou des obligations établies par le pacte fédéral, ne sont point soumises au référendum.

ART. 74. Tout changement à apporter au pacte fédéral devra être soumis à l'acceptation ou au rejet de la majorité des citoyens valaisans habiles à voter.

ART. 75. Il sera dressé en 1846 et en 1857, et à partir de ce dernier terme tous les dix ans, un recensement de la population du canton, pour servir de base à la représentation des communes et des dixains.

ART. 76. Le débit du sel aura lieu dans tout le canton à 1 batz la livre.

ART. 77. Les lois, décrets, réglemens et arrêtés actuellement existans, non contraires à la présente constitution, restent en vigueur jusqu'à ce qu'il y soit légalement dérogé.

ART. 78. La présente constitution ne pourra être révisée qu'après le laps de dix ans, et seulement dans le cas où la révision serait décrétée par la majorité absolue de la totalité des membres du grand conseil.

Tout changement devra être accepté par la majorité des citoyens valaisans habiles à voter.

Donné; en grand conseil, à Sion, le 14 septembre 1844.

Le Président du Grand-Conseil :

M. DE COURTEN.

Les Secrétaires :

E. N. ROTEN. G. DE WERRA.

DÉCRET

de promulgation de la constitution de
la République et Canton du Valais,

du 14 Septembre 1844.



LE GRAND-CONSEIL

DU

CANTON DU VALAIS,

SUR LA PROPOSITION DU CONSEIL D'ÉTAT ;

Vu le dépouillement des procès-verbaux des assemblées primaires du 20 octobre dernier, duquel résulte que la majorité absolue des citoyens actifs du canton a accepté la Constitution votée par le Grand-Conseil, le 14 septembre 1844 ;

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La Constitution du 14 septembre 1844 est déclarée loi fondamentale de l'Etat.

ART. 2. Elle est exécutoire à dater du 1^{er} décembre 1844.

Donné en Grand-Conseil, à Sion, le 20 novembre 1844.

Le Président du Grand - Conseil ,

M. DE COURTEN.

Les Secrétaires ,

E. N. ROTEN , C. de WERRA.

LE CONSEIL D'ÉTAT

DU

CANTON DU VALAIS

ORDONNE :

Le présent décret sera publié et affiché dans toutes les communes du Canton, le 1^{er} décembre prochain.

Donné en Conseil d'Etat, à Sion, le 22 novembre 1844,

Le Président du Conseil d'Etat:

IG. ZEN-RUFFINEN.

Le Secrétaire d'Etat :

D^r GANIOZ.



